

LES DROITS DE L'HOMME EN CHINE

Bulletin mensuel du groupe de travail Chine - Ligue française des droits de l'homme

N°29 - avril 2008

SOMMAIRE

Liberté d'information et d'expression. page 2

Démocratie et libertés. Justice. pages 2&3

Condition ouvrière. page 3

Conflits ruraux et fonciers. page 4

Jeux Olympiques 2008. page 4

Minorités ethniques. page 5

Hongkong. page 5&6

Informations diverses. page 6

Bibliographie. page 6

(Les dates figurant en début de rubrique sont celles des faits ; les dates de fin de paragraphe, celles de l'information. Les chiffres donnés en euros équivalent au montant en yuan, sur la base 1 euro = 10 yuan).

Nous contacter :

communication@ldh-france.org en mentionnant en objet «Groupe Chine».

La voix chinoise des droits de l'homme...

Chaque pays a sa propre voix pour développer les droits de l'homme, le directeur de la société pour l'étude des droits de l'homme l'a affirmé le 21 avril. La voie chinoise en la matière diffère de celle des pays occidentaux. Où sont les différences ? « Comme tous les droits, les droits de l'homme n'ont pas de valeur absolue... La Chine se refuse à séparer les droits des obligations... Elle estime que les droits de l'homme ne se résument pas aux droits civiques et politiques. Ils incluent les droits économiques, sociaux et culturels ».

Il est bon d'étendre la sphère des droits de l'homme. Mais la Constitution chinoise énonce quelques principes, constamment violés mais simples et universels, dont se satisferaient aisément les habitants du pays :

Article 35 : *Les citoyens de la République populaire de Chine disposent de la liberté de parole, de presse, de réunion, d'association, de défilé et de manifestation.*

Article 36 : *Les citoyens de la République populaire de Chine jouissent de la liberté de religion...*

Article 37 : *La liberté individuelle des citoyens de la République populaire de Chine est inviolable. Aucun citoyen ne peut être arrêté sans l'approbation ou la décision d'un parquet populaire, ou sans la décision d'une cour populaire de justice ; toute arrestation est effectuée par les organes de la Sécurité publique. Sont interdits toute incarcération illégale ou tout autre moyen illégal privant de ou entravant la liberté individuelle des citoyens, et toute fouille corporelle illégale.*

Article 38 : *La dignité personnelle des citoyens de la République populaire de Chine est rigoureusement inviolable. Tout procédé visant à outrager, diffamer ou accuser faussement les citoyens est interdit.*

La spécificité de la voie chinoise vers les droits de l'homme consiste-t-elle donc, en premier lieu, à ignorer la Constitution ?

Le héros des droits de l'homme, Hu Jia, n'a pu faire appel de son ignoble condamnation à quarante-deux mois de prison ; son avocat ignore où il se trouve. Pour sauver cet homme malade, il ne suffira pas de le nommer citoyen d'honneur de Paris. L'opinion internationale, admirablement mobilisée pour le Tibet, doit continuer à lutter pour qu'à Hu Jia et au milliard de ses compatriotes soient reconnus les droits de l'homme dans leur version universelle et non dans le maquillage des officiels.

Ce bulletin ne doit pas être reproduit à l'extérieur de la Ligue des Droits de l'Homme.

Liberté d'information et d'expression

25 avril

Les autorités chinoises ont fermé en 2007 deux mille cinq cents forum de discussion. Quarante-huit cyber-dissidents sont en prison pour avoir critiqué la politique du gouvernement ou avoir lancé des appels à la démocratie. (Reporters sans frontières, 25 avril)

23 avril

Aucun journaliste n'a pu se rendre librement au Tibet ou dans les régions à peuplement tibétain depuis le 14 mars. Le brouillage s'est renforcé des radios internationales qui émettent en tibétain – Voice of Tibet et Radio Free Asia. Le bilan officiel des violences se cantonne au « treize civils innocents » et à trois cents blessés. Les chiffres provisoires donnés par les autorités de Dharamsala sont de 203 morts entre le 10 mars et le 25 avril et de centaines d'arrestations. (Phayul, 29 avril ; Reporters sans frontières)

20 avril

La police a tenté d'empêcher des journalistes de Hongkong de filmer des manifestations anti-occidentales devant le magasin Carrefour de la ville de Hefei (Anhui). Un preneur de vues a été blessé dans l'échauffourée. (RTHK, 20 avril)

1er avril

Arrestation à Xining (Qinghai) de la présentatrice de télévision Jamyang Kyi qui travaille à la télévision d'État du Qinghai. Sa famille est sans nouvelles d'elle depuis le 7 avril. La police a saisi son ordinateur et des documents. (Reporters sans frontières, 17 avril)

Démocratie et libertés. Justice.

22 avril

Ouverture à Beijing du procès de l'affaire Duan Huimin. Ce protestataire de Shanghai est mort le 2 janvier 2007 après avoir été sauvagement frappé le 30 novembre précédent par la police de Beijing, alors qu'il venait exposer ses doléances. La famille et l'avocat Li Fangping accusent la police de ne pas avoir fait examiner ces blessures. Les quatre cents protestataires réunis devant le tribunal ont été embarqués par la police dans des autocars et enfermés dans une salle de gare. (Boxun, 22 avril)

21 avril

Le conseiller juridique et militant des droits civiques Guo Feixiong a de nouveau demandé à son épouse de lui faire parvenir des crayons et des cahiers. Il n'a pas reçu ceux qu'elle lui avait envoyés le 25 février. Condamné à cinq ans de prison en novembre 2007, Guo Feixiong a été frappé à plusieurs reprises ; une alimentation forcée par tuyau a interrompu la grève de la faim qu'il avait entamée pour protester contre les mauvais traitements. (Boxun, 22 avril)

20 avril

Une pétitionnaire devenue militante des droits civiques, Zheng Mingfang, qui avait protesté contre les « prisonniers olympiques » Ye Guozhu et Hu Jia, a été envoyée pour deux ans en camp de rééducation. Elle avait déjà passé deux ans en prison avant d'être relâchée en septembre 2006 ; une partie des ordinateurs de son entreprise informatique avaient été confisqués. (Weiwan, 20 avril)

14 avril

L'avocat de Hu Jia, Li Fangping, n'a pu rencontrer le militant condamné le 3 avril à trois ans et demi de prison pour « subversion de l'État ». Selon l'administration de la prison, Hu Jia était parti pour une visite médicale. Li Fangping n'a pas été autorisé à attendre son retour.

Le 14 avril était le dernier jour pour faire appel de la condamnation. L'avocat est revenu le lendemain mais il lui fut annoncé que le délai d'appel avait expiré. La famille de Hu Jia ainsi que Li Fangping avaient déclaré à l'issue du procès qu'ils avaient l'intention de faire appel.

Hu Jia souffre d'une hépatite B. Ses avocats demandent sa mise en liberté pour raisons médicales. Ni sa compagne Zeng Jinyan, ni sa mère n'ont pu le rencontrer depuis le jugement. (South China Morning Post, 18 avril)

14 avril

Rejet de l'appel de l'écrivain et militant Lu Gengsong de Hangzhou, condamné le 22 janvier à quatre ans de prison et un an de privation des droits civiques. Les deux sessions du tribunal se sont déroulées à huis clos. (Weiwan, 17 avril)

... suite en page 3

10 avril

Résolution du parlement européen (580 voix pour, 24 contre et 45 abstentions) demandant à la Chine « de ne pas abuser de la tenue Jeux olympiques de 2008 en arrêtant des dissidents, des journalistes et des militants des droits de l'homme en vue d'empêcher les manifestations et les rapports que les autorités considèrent embarrassants. De la même manière, le pays est appelé à ouvrir le Tibet aux médias et diplomates étrangers, et en particulier aux représentants de l'Union. ... il faut immédiatement stopper la censure et le blocage des sites web d'information basés à l'étranger, ainsi que libérer «l'ensemble des journalistes, des internautes et des cyberdissidents détenus en Chine pour avoir exercé leur droit à l'information» ». « Dans ce contexte, les députés appellent à la libération immédiate du défenseur des droits de l'homme Hu Jia, condamné à trois ans et demi de prison pour subversion. » (Parlement européen) Voir plus loin le texte relatif à la situation au Tibet.

9 avril

Le militant de Hangzhou Zhu Yufu, condamné le 28 mars à deux ans de prison pour « obstruction au travail de la police », a vu sa peine aggravée d'une privation des droits civiques pour deux ans, quatre mois et vingt-six jours. Il s'agissait d'un nouveau procès, sa condamnation du 10 juillet 2007 ayant été annulée pour erreur. Zhou avait déjà été condamné à sept ans de prison en 1999 pour avoir participé à la création du parti démocratique. (*Weiquan, 10 avril*)

5 avril

Des policiers ont bastonné onze malades atteints du Sida et leur famille qui cherchaient à rencontrer le premier ministre Wen Jiabao lors de son inspection de la mairie de Shahe (Hebei). Contaminés à l'hôpital lors d'une transfusion sanguine, ils réclamaient des soins médicaux et des indemnités. Après la bagarre, ils auraient été aspergés par des individus en blouse blanche, ce qui aurait provoqué leur évanouissement. Il y eut plusieurs incarcérations. Une semaine plus tard, trois avocats ont tenté en vain de rencontrer leurs clients. (*Weiquan, 19 avril*)

Condition ouvrière

28 avril

Selon le journal Nanfang Dubao (Métropole du sud), de nombreux enfants de 7 à 16 ans sont vendus dans la province du Guangdong où ils travaillent de force en usine. La plupart d'entre eux viendraient de la région misérable de Liangshan, district de Zhaojue (Sichuan).

Ces enfants vivent dans des conditions lamentables, ne prenant qu'un repas par jour, frappés et insultés et victimes d'agression sexuelles, dans des ensembles clos et sans possibilités de fuir. Ni congés, ni couverture sociale ; salaire horaire compris entre 2,5 et 3,5 yuan, soit 25 ou 30 centimes d'euros. (*China Labour Bulletin, Boxun, 28 avril*)

24 avril

Pour atténuer la pollution de l'air pendant les Jeux olympiques, les usines et chantiers cesseront leurs activités de la mi-juillet jusqu'à septembre. Cette décision inquiète les travailleurs migrants venus des campagnes. Leur salaire de 800 yuan (80 euros) leur permet à peine de vivre dans la capitale et d'envoyer un peu d'argent à leur famille. Ils ne peuvent tenir deux mois sans salaire et risquent de perdre définitivement leur emploi. (*64tianwang, 24 avril*)

15 avril

Une directrice adjointe de district, responsable - avec d'autres - du scandale des enfants volés qui travaillaient dans les briqueteries du Shanxi et du Henan (voir bulletin 21 de juin 2007) a pu retrouver un emploi dans un district voisin. (*Gongmeng, 15 avril*)

12 avril

Une explosion de gaz a fait quatorze morts et deux disparus dans une mine du village de Shagotun, district de Nanpiao (Liaoning). (*Xinhua, 13 avril*)

2 avril

Grève de pilotes de ligne à Wuhan (Hubei) pour des augmentations de salaires. Les conflits sociaux deviennent fréquents dans la profession, en raison du manque de personnel qualifié, de la faiblesse des rémunérations et de l'interdiction de rechercher des embauches plus intéressantes. En 2007, des pilotes avaient entamé une grève de la faim dans la province du Shandong. (*R.F.A., Boxun, China Labour bulletin*)

Conflits ruraux et fonciers.

23 avril

Un millier de foyers de Panxian (Guizhou) se trouvent depuis cinq ans sans ressources, à cause d'installations minières décidées par les autorités locales et qui les privent des gains qu'ils tiraient de l'exploitation des bambous et du charbon. Ils n'ont obtenu aucune réponse du pouvoir. *(Weiquan, 23 avril)*

21 avril

Arrestation du paysan Cui Zhongshan, du village Dongzhuang du district Wuqing (près de Tianjin). Cui soutenait les revendications villageoises sur une appropriation complète des terrains, par-delà le droit d'usage actuellement reconnu, estimant que la pleine propriété était seule compatible avec le système de responsabilité par ménage en vigueur. Les autorités avaient saisi 600 hectares de terres pour construire un réservoir destiné officiellement à la maîtrise des eaux, mais affecté à l'aquaculture puis à un centre commercial. Une centaine d'hommes de main sont arrivés le lendemain à Dongzhuang pour réprimer d'éventuels troubles.

Des revendications semblables sont apparues au Heilongjiang (Dongnangang), au Shaanxi (Sanmenxia) et au Jiangsu. Deux villageois de Dongnangang, Yu Changwu et Wang Guilin, ont été envoyés en camp de travail ; plusieurs paysans de Sanmenxia sont en état d'arrestation. *(South China Morning Post, 23 avril)*

20 avril

La police a ouvert le feu sur des paysans du village de Saxi, dans le district de Malinpo, préfecture de Wenshan (Yunnan). Ils protestaient contre les conditions d'indemnisation et de relogement qu'on leur proposait après l'ouverture de plusieurs petites mines d'or et de tungstène par une société minière de Hongkong. Il y aurait eu deux morts et plus de vingt blessés. Les villageois suspectent les autorités locales de s'être entendues à leur détriment avec l'entrepreneur de Hongkong. *(Weiquan, Ming Pao, 21 avril)*

9 avril

Profitant de la visite du chef de l'État Hu Jintao dans l'île de Hainan, dix mille villageois avaient décidé de manifester à Haikou contre des réquisitions foncières destinées à la construction de trente-six terrains de golfs. La police a encerclé les villages, frappé et incarcéré des manifestants. Ceux-ci ont brûlé huit voitures de police. On compterait huit cents blessés parmi les villageois. *(Weiquan, 22 avril)*

1er avril

Un millier d'agents en uniforme ont envahi au matin le lotissement Lishouqingwang, près de Chongqing (Sichuan), où vivent près de dix mille personnes. Ils en ont détruit les terrains de jeux, déraciné les arbres et démolé les murs extérieurs. Les habitants qui ont tenté de s'opposer à ces destructions ont été frappés. À l'origine de ces violences, la revente des terrains de jeux par le promoteur dans le dessein d'édifier de nouveaux logements. *(Boxun, 3 avril)*

Jeux Olympiques 2008

25 avril

Le parcours de la flamme olympique a connu de nouvelles mésaventures à Nagano (Japon) après les incidents de Londres, de Paris et de San Francisco. Des heurts ont éclaté entre Chinois sympathisants du régime et manifestants pro tibétains. Une cérémonie à mémoire des victimes de la répression du mois de mars au Tibet s'est tenu au temple bouddhiste de Zenkoji. Des accrochages s'étaient produits en Australie le 24 avril ; à la Nouvelle-Delhi le 17 avril. Au Pakistan, le parcours s'est limité à un tour de stade. *(Médias internationaux)*

18 avril

Quelque dix mille étudiants et enseignants étrangers devront quitter le territoire en juillet, avant l'ouverture des J.O. Ils ne pourront revenir qu'à l'issue des Jeux des handicapés (6-17 septembre). *(Boxun, 18 avril)*

8 avril

Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères nie qu'il ait fallu éteindre la flamme olympique pendant le parcours parisien. Selon Mme Jiang Yu, « les modalités du relais de la flamme ont été temporairement changées pour sauvegarder la sécurité et la dignité de la flamme olympique, compte tenu des circonstances ». *(Xinhua, 7 avril)*

Minorités ethniques.

TIBET

26 avril

Le gouvernement tibétain en exil demande un retour à la normale au Tibet avant la reprise des discussions avec Beijing ainsi que la cessation du dénigrement incessant du dalai-lama. Le 19 avril, ce dernier avait adressé un message aux autorités chinoises, leur proposant d'envoyer des délégués pour contribuer au retour au calme. *(P.T.I., 26 avril)*

23 avril

Publication dans cinq langues de nationalités minoritaires de textes juridiques sur le statut des régions autonomes et de documents destinés à mettre en lumière « les crimes de la clique du dalai-lama » et le caractère tendancieux des reportages occidentaux. *(Xinhua, 23 avril)*

17 avril

Selon des forum de discussion Parus sur Internet, un petit groupe d'activistes aurait diffusé des propagandes sonores favorables à l'indépendance du Tibet dans le métro de Shanghai. La police aurait procédé à des contrôles de bagages. *(Ming Pao, 18 avril)*

14 avril

La tension persiste dans la région de Ganzi (Sichuan) où des Tibétains ont affronté les forces de police quelques jours plus tôt. Il y aurait eu huit morts par balle, dont plusieurs personnes cherchant à photographier les échauffourées dans les rangs tibétains. Des affiches proposent une somme de 100.000 yuan à qui fournira des informations sur les manifestants et les preneurs de photos. *(Kyodo, 14 avril)*

10 avril

Adoption par le parlement européen d'une résolution condamnant les récentes répressions par les forces de sécurité chinoises, demandant une enquête indépendante sous l'égide de l'ONU et appelant à une position européenne commune quant à la participation des dirigeants de l'UE à la cérémonie d'ouverture des Jeux Olympiques. *(Parlement européen, 10 avril)*

23 mars

Une explosion s'est produite dans le bâtiment officiel de la commune de Xiangpi (district de Gongjue dans la préfecture de Changdu). La police affirme avoir arrêté neuf suspects, des moines du monastère Tongxia situé à Xiangpi. Ils seraient passés aux aveux. *(Xinhua, 12 avril)*

XINJIANG

10 avril

Annnonce par le ministère de la Sécurité publique du démantèlement de deux groupes terroristes. Ils auraient projeté des opérations de sabotage pendant la tenue des Jeux olympiques. L'arrestation du premier groupe, dix hommes dirigé par Aji Muhammad, se serait effectué entre le 4 et le 11 janvier ; elle aurait permis de saisir des explosifs et du matériel de fabrication d'explosifs. Le second groupe, trente-cinq hommes dirigé par Abdurahman Tursun, aurait été arrêté entre le 26 mars et le 6 avril. Il détenait des explosifs et du matériel de fabrication. *(Xinhua, 10 avril)*

22- 23 mars

Le parti de la libération islamique (Hizb ut-tahrir al-Islami) aurait distribué des tracts dans le district de Hotan, dans la préfecture de Kashgar, à Urumqi et dans la préfecture autonome kirghiz de Kizilsu, appelant la population à sortir manifester dans la rue. Comme ce groupe « incite le peuple à instaurer un califat islamique qui fait du Coran la loi de l'État, il viole la loi chinoise ». *(Agence Zhongguo, 4 avril)*

Hongkong

27 avril

Trois occidentaux, dont le sculpteur danois Jens Galschiot à l'origine d'une pétition dénonçant le mépris des droits de l'homme en Chine, n'ont pu entrer à Hongkong. Les policiers les ont reconduits dans un avion pour Londres après avoir confisqué leurs appareils photo et téléphones portables. *(B.B.C., 27 avril)*

26 avril

Le journal de la Société des Juristes a refusé de publier un article exposant les fondements juridiques d'une autodétermination du Tibet. L'auteur Paul Harris, fondateur du Moniteur des Droits de l'homme à Hongkong, qui défend l'idée d'une autonomie à la manière de Hongkong et estime que le Dalai Lama est un homme d'une « évidente intégrité morale », y affirmait que le droit du Tibet à l'autodétermination était plus manifeste que celui du Kosovo. Les démocrates de Hongkong ont dénoncé cette autocensure de la presse. (*South China Morning Post*, 26 avril)

24 avril

Le président du Comité olympique de Hongkong a révélé que le bureau de liaison avec les autorités chinoises avait contribué à la désignation des porteurs de la flamme olympique, lors de son parcours dans Hongkong le 2 mai. Le Front des droits civiques a annoncé qu'il manifesterait à cette occasion ses exigences pour l'instauration d'une démocratie sur le territoire ; l'Alliance pour le soutien aux mouvements patriotiques démocratiques de Chine s'exprimera aussi à cette occasion. (*South China Morning Post*, 26 avril)

Informations diverses

(Cette rubrique regroupe des informations qui, sans toucher directement aux droits de l'homme stricto sensu, éclairent sur les réalités et les tensions de la société chinoise).

22 avril

Selon les autorités chinoises, Carrefour emploie en Chine 40.000 salariés locaux, soit 99% de son personnel. Son implantation remonte à 1995. Le chiffre d'affaires annuel avoisine trois milliards de yuan et 95% des produits sont fabriqués en Chine. (*Xinhua*, 22 avril)

14 avril

Du 15 septembre 2007 au 15 janvier 2008, les autorités chinoises ont mis au jour 31.700 cas d'accaparements fonciers illégaux. Les surfaces concernées représentent 224.000 hectares. Dans 60% des cas, les terrains ont été utilisés avant approbation administrative. Les autres cas correspondent à des violations ouvertes de la loi. La Chine disposait de 121 millions d'hectares en terres arables à la fin de 2006, chiffre en retrait de 8,3 millions d'hectares sur celui de 1996. (*Xinhua*, 14 avril)

14 avril

L'Organisation de coopération de Shanghai, qui rassemble la Russie, la Chine, le Kazakhstan, la Kirghisie, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan, pourrait intervenir en Afghanistan aux côtés des forces de l'OTAN, si l'on en croit un discours tenu le 14 avril par le président pakistanais Musharaf à l'université Qinghua de Beijing. Ce bloc stratégique fondé en 2001 se donne pour objectif, entre autres de « sauvegarder la paix, la sécurité et la stabilité régionales ». La Chine s'en sert dans sa lutte contre le séparatisme du « Turkestan oriental ». (*Pakistan TV*, 15 avril)

9 avril

La population de la région autonome du Tibet s'élève à 2,84 millions d'individus à la fin de 2007, selon les statistiques officielles. L'ethnie tibétaine représenterait 92% de la population, contre 95,3% en 2005. La population urbaine fait 20% de l'ensemble. Le revenu annuel par tête pour les ruraux équivaldrait à 279 euros. (*Xinhua*, 9 avril)

SOURCES D'INFORMATION

64tianwang, Agence France-presse, Agence Xinhua, Amnesty International, Apple Daily, Article 19, Aujourd'hui la Chine, B.B.C., China Information Center, Boxun, China Labour Bulletin, Chine-Information, Chinese Human Rights Defenders, Confédération internationale des syndicats libres, Dajiyuan (La Grande Epoque), Fondation Duihua, Guancha, Human Rights in China, Information Centre for Human Rights and Democracy, I.F.E.X. (Echange international de la liberté d'expression), Kyodo News Agency, Laogai Research Foundation, Ming Pao, Radio France Internationale (émission en chinois), Radio Free Asia, Radio Free China, Reporters sans Frontières, South China Morning Post, The Standard, Wen Wei Po

BIBLIOGRAPHIE. Parutions récentes

- **Bone and blood : the price of coal in China.** China Labour Bulletin. Mars 2008. 55 pp.
- **Silenced. China's Great Wall of Censorship.** Oystein Alme with Morten Vagen. Amaryllis, Stockholm. 2006. 151 pp.
- **Falling Short. As the 2008 olympics approach, China falters on press freedom.** Special report of the Committee to protect Journalists. New York. Août 2007. 80 pp.
- **Attacks on the Press in 2007.** Worldwide Survey by the Committee to Protect Journalists. New York, 2008. 351 pp

POUR NOUS CONTACTER, écrire à :

communication@ldh-france.org en indiquant en objet de votre mail : «Groupe Chine».